



En effet, si vous tenez compte des bulletins nuls et que de plus vous enlevez au moins la moitié des 26% représentant des votes rejet-sancion, vous constatez, qu'en termes de rapport des forces idéologiques, les résultats du vote indiquent que 10% au maximum des Algériens adhèrent au projet du FIS ; ceci donne une lecture évidente du scrutin : les Algériens à 90% ont surtout espéré, qu'ils aient voté ou non, d'abord et avant tout à être « débarrassés du pouvoir en place ».

Ce n'est qu'au lendemain du premier tour qu'ils ont commencé à réaliser la situation et se poser la question de savoir si le mouvement prétendant éradiquer ce qu'il nommait le Taghout, n'était pas en train de préparer son remplacement par un autre Taghout à la puissance deux ! C'était à ce moment que les représentants du FIS se répandaient déjà en promesses effrayantes, notamment la promesse de « purification ethnique » : « Il faut tuer deux millions d'Algériens pour purifier la société, alors on en tuera deux millions ! »

Quand j'évoque « les graves déficits de gouvernance dans les contrées musulmanes, le refus obstiné de tirer les leçons de phénomènes analogues à ceux qui se sont développés chez nous », j'ai en tête deux types de déclaration de hauts dignitaires algériens de la sécurité. Mohamed Lamari en sa situation de chef militaire disait en 2003 : « Nous avons vaincu militairement le terrorisme dans les maquis. Mais le problème de l'intégrisme demeure entier. Ce problème relève du politique. » Autrement dit, « nous, les militaires, avons fait notre boulot, les politiques n'ont pas encore fait le leur ». Bien. On ne peut que partager ces propos. Je n'ai moi-même rien dit d'autre en ressasant que le phénomène de la violence avait des causes politiques et que le traitement du mal impliquait le traitement des causes du mal et pas seulement des symptômes du mal ; que les militaires pouvaient traiter les symptômes mais pas les causes du mal. Jusqu'à ce jour, les « politiques », qu'ils soient d'ailleurs civils ou militaires, ont tourné le dos aux causes du mal. Ils les ont aggravées en négligeant le traitement des problèmes des citoyens. Les lois naturelles édictent que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les bombes qui tuent à Batna, dans la capitale ou en Kabylie et ailleurs sont-elles une affaire de vigilance des services de sécurité, comme le suggèrent les analyses lapidaires du ministre de l'Intérieur, dont les citations périodiques des chiffres « résiduels » du terrorisme sont encore restées dans les mémoires pour qu'il se croit obligé de les ressasser ? Je veux dire que je m'inquiète encore davantage quand j'entends une voix aussi haut placée dans la hiérarchie du pouvoir politique défausser de cette manière le même pouvoir de ses responsabilités et faire mine d'ignorer que jamais nos services de sécurité, civils et militaires confondus, dût-on en quadrupler les effectifs et les moyens, ne seront jamais assez performants pour venir à bout du terrorisme, tant qu'ils n'auront pas sur le plan du renseignement la coopération spontanée de vingt millions d'Algériens. C'est cela l'arme absolue dont ont besoin nos services de sécurité.

Dans le même ordre d'idées, à votre avis, le FIS a-t-il triché ou a-t-il remporté loyalement les élections législatives de 1991, même si c'est en profitant de la faiblesse de tous ses autres concurrents ?

Lors d'un entretien télévisé en direct, que j'ai eu avec six de vos confrères, au lendemain du premier tour des élections législatives, quelques jours avant la démission du Président, j'ai procédé à l'analyse des résultats. J'en restitue le sens ci-après, ce qui est aisément vérifiable à partir des archives audiovisuelles.

Début de l'analyse

1. Je vous ai promis à ma nomination des élections propres et honnêtes. Le scrutin du 27 décembre a-t-il été propre et honnête ? Oui de la part du gouvernement qui n'a pas triché, non de la part du FIS qui a abusé de sa position dominante dans les collectivités locales depuis juillet 1990 et n'a pas hésité devant de nombreuses pratiques déloyales et illégales pour fausser le scrutin. En attestent d'évidence : pas un seul bulletin FIS sur deux millions de bulletins nuls, la disparition mystérieuse d'un million de noms des listes électorales, la fabrication de faux bulletins de vote.

2. Cela veut-il dire, avais-je conclu, que les résultats ne sont pas significatifs ? Non. Au

contraire, les résultats signifient clairement que le vote des Algériens doit être compris comme un appel au secours, un très fort cri de rejet total par les Algériens de tous ceux qu'ils considèrent, à un titre ou à un autre, comme responsables de leur condition dégradée. Fin de l'analyse.

Au petit matin du 28 décembre, à un journaliste qui m'interrogeait à la volée dans le hall du palais du gouvernement sur les résultats du premier tour qui venaient de tomber, je répondis : « Ce n'est pas un vote c'est un vomissement. »

À vous limiter à votre mission principale en qualité de Chef du gouvernement, organiser les élections législatives dans un délai de six mois, vous ne voyez pas matière à autocritique ?

Comment ai-je accepté la mission de Chef du gouvernement et ai-je bien fait de l'accepter ? L'ai-je bien accomplie ? Ai-je contribué à changer le cours des choses et dans quels sens ? Quelles traces a-t-elle laissées sur le plan national et subsidiairement sur le plan personnel ? Si j'ai bien compris, c'est à cet exercice ardu que vous me conviez. Cela ne va pas être aisé de vous satisfaire de manière juste allusive. Je vais essayer de m'acquitter de l'exercice. Je vous livre, de suite, un résumé lapidaire de mon état d'esprit présent.

Primo : Sur le plan purement personnel, j'ai mal géré ma relation avec Abdelhamid Mehri, secrétaire général du FLN.

Deuxio : En acceptant la mission de Chef du gouvernement dans les conditions qui prévalaient alors, j'ai fait un sacrifice personnel qui s'est avéré inutile.

Tertio : De la même manière en ne démissionnant pas au lendemain du désaveu du gouvernement par l'APN, à propos du mode de scrutin proportionnel, je me suis beaucoup desservi sans que cela fût d'une utilité pour les pays.

Quarto : L'annulation du deuxième tour des élections de décembre, mesure obligatoire, patriotique et salvatrice, est devenue a posteriori un coup d'épée dans l'eau dès lors que par la suite le régime n'a pas tiré à ce jour la leçon qu'il fallait des résultats du premier tour. Je crois que ces erreurs n'ont pas nu à notre pays. Mais elles ne l'ont pas servi non plus. En tout cas pas comme j'aurais dû et comme j'ai souhaité le servir. Maintenant, je vais expliciter.

Il y a eu entre Abdelhamid Mehri et moi une fracture de communication fabriquée de toute pièce par d'autres que lui ou moi, bien avant ma nomination à la tête du gouvernement. Mais j'ai ma part de responsabilité de cet état de choses. Il m'incombait à moi, en ma qualité de Chef du gouvernement, et en mon devoir envers un aîné que je respecte, de faire plus et mieux pour éviter l'aggravation de cette fracture à partir de juin 1991. Sous l'étreinte du temps et de la confusion de l'époque, sous l'effet des attaques politiques virulentes émanant de moyens détournés du sein du FLN, mes efforts dans le sens de la réduction de la fracture ont été sincères mais insuffisants, pas assez réfléchis et maladroits. Il a tenu certes et à plusieurs reprises des propos contre l'action du gouvernement. Même s'ils étaient injustes à mes yeux, ces propos ont été tenus publiquement et je fus à mon tour injuste à son égard en les mettant dans le même sac que d'autres propos blessants pour le gouvernement et pour moi-même mais que je n'ai pas entendus directement de lui. Je n'avais donc pas à prendre pour argent comptant les dires des députés qui lui ont prêté ces propos en me les rapportant. Bien que cela ne pouvait avoir et n'a eu aucune influence sur le cours des choses ; ce fut sur le plan de relations personnelles l'un des plus grands reproches que je me suis fait à moi-même avec le recul. Je regrette une telle faute. La conclusion de notre dernier entretien dans son bureau au FLN a été : « Ecoute, Sid-Ahmed, toi tu es têtue et moi je suis têtue. » A cette réflexion qui était injuste c'est l'amour propre qui s'est laissé solliciter alors que j'aurais dû la saisir pour faire preuve de plus d'intelligence et de sensibilité dans nos relations de cette année 1991. Vous comprenez maintenant pourquoi je continue à espérer que le jour inéluctable où l'un de nous deux ne sera plus ici-bas ne vienne pas avant que nous nous en expliquions entre nous deux.

Mais pour vous en tenir à votre mission de Chef du gouvernement en propre...

Justement, j'en viens à ma mission de Chef du gouvernement telle que vous la qualifiez vous-même, inexactement, dois-je souligner ! Il est vrai qu'il y a eu à son propos beaucoup de malentendus, nés des interprétations trompeuses et des polémiques plus ou moins bien intentionnées qui l'ont entourée. J'en ai déjà parlé. Ma mission a été celle de Chef du gouvernement, investi de toutes ses prérogatives, pas en charge, seulement, de l'organisation des élections. Le programme de 52 pages que j'ai présenté à l'Assemblée est là pour en attester, s'il en est besoin. Le fait qu'elle ait comporté en outre et dans l'entendement préalable qui a conduit à ma nomination, la mission d'organiser les élections avant la fin de l'année, ne signifiait pas que ma mission de Chef du gouvernement fût limitée à l'organisation de ces élections. Du reste, il ne pouvait être question d'une telle limitation, ni de par le texte et l'esprit de la Constitution, ni de par le texte de ma nomination ni dans l'entendement préalable qui a conduit à cette nomination. Ma première réaction quand j'ai été pressenti, dans les conditions que j'ai déjà narrées, fut d'abord un sentiment de réticence. Pourquoi la réticence en premier ? Parce que je savais l'état des lieux calamiteux sur le plan financier et la situation économique, sociale et politique fortement détériorée, me trouvant pressé de m'engager, sans préavis et en urgence dans une telle situation et avec la perception des faits, une analyse des problèmes et des solutions qui étaient les miennes et qui n'étaient guère en adéquation avec le processus dans lequel on avait engagé la République durant une douzaine d'années, j'avais donc autant de sérieuses raisons de craindre de me trouver d'emblée en porte-à-faux vis-à-vis du Président.

S'employant à dégeler mes craintes et ma réticence, ce dernier se voulait rassurant, m'assurant de son soutien. A l'instar de Larbi Belkheir et Khaled Nezzar, il a invoqué le devoir national et insistait pour que j'accepte la mission, ne serait-ce que pour le temps des six mois nécessaires à la sortie de la crise qui était en cours et à l'organisation des élections législatives qui venaient d'être reportées sine die en raison des événements.

Sur la base de ce tacite entendement eut lieu l'annonce de la signature par le président de la République du décret me confiant la mission de Chef du gouvernement. Quitte à revenir plus loin sur cet aspect spécifique de ma mission de Chef du gouvernement, je précise que l'entendement en question était dans le principe d'une durée de six mois et de la fixation de la date des élections à l'intérieur de cette période. Qu'on m'ait cru ou non, toutes les raisons de mon acceptation, celles qui ont été dans ma tête sur le moment, ont été explicitées dans le discours programme prononcé début juillet devant les députés de l'APN. Ces raisons ont été, sur le plan personnel, le facteur de devoir national qui a été invoqué et, sur le plan politique, de poser un acte de solidarité avec le peuple algérien et avec l'ANP. La suite, vous la connaissez, on s'est assez étendu sur le contenu et les conditions de ce qui fut fait, sur le plan économique et financier ainsi que sur le plan politique.

Puisque vous dites avoir été un Chef de gouvernement investi de toutes les prérogatives afférentes à sa fonction, quel a été votre bilan sur le plan économique et financier ?

Sur le plan et financier, j'ai du faire face à une situation d'urgence : nos réserves de changes au 27 juin 1991 c'est-à-dire les moyens d'approvisionnement de l'économie et de la population se montaient à 345 millions de dollars ; nous n'en avions plus que pour quinze jours 15 jours d'importation... théoriquement ! Mais réellement moins, beaucoup moins de 15 jours, car pour se constituer ces liquidités la Banque d'Algérie avait dû recourir à des emprunts à très court terme sur le marché monétaire pour 130 millions, à des opérations d'emprunts gagées par une partie (environ 17%) du stock d'or pour un montant de 365 millions et enfin par des suspensions de paiement de factures arrivées à échéance pour un montant de 740 millions. Donc nos réserves ne suffisaient pas à régler la moitié des factures arrivées à échéance. De facto, nous étions en état de cessation de paiements extérieurs.

C'est pour cela que le gouvernement était tenu d'abord « d'éteindre le feu » en

s'employant immédiatement à opérer à un redressement de la balance de paiements au moins pour pouvoir assurer la subsistance quotidienne, le temps que les mesures de redressement à long et moyen termes fassent leurs effets. D'où le recours à des aides à la balance des paiements, principalement auprès de la CEE, et par la voie d'obtentions d'avances sur des exportations futures. C'était encore des emprunts mais plus du tout dans le court terme.

Au départ de mon Gouvernement, nous laissons des réserves de changes de l'ordre d'un milliard et demi de dollars, ce qui signifiait que la balance des paiements avait été redressée en l'espace d'une année, de plus de deux milliards de dollars.

Mais cela était juste suffisant pour éteindre le feu et ne pas céder à nos successeurs le même incendie que nous avions eu à éteindre.

Mais les richesses en hydrocarbures, si importantes qu'elles fussent, n'étaient qu'en état de potentialité. Encore fallait-il les rendre concrètement disponibles. Il fallait aller les prendre là où nous les savions demeurées dormantes. D'où le projet de loi 1991 sur lequel j'ai longuement disserté.

Je me suis, également, étendu sur la loi de 1991. Faut-il rappeler que les hydrocarbures étaient la première chance à savoir saisir pour nous dégager de l'enlèvement financier, nous affranchir de ses conséquences sociales et politiques, reprendre ainsi notre marche vers le progrès et la prospérité ?

Parmi les autres actions du Gouvernement on peut noter l'application de l'accord avec le FMI qui avait été signé par le gouvernement en avril 1991. Il était censé entrer en vigueur dès le mois de juin. En réponse au FMI qui se rappelait à notre bon souvenir, j'ai demandé que l'on nous laissât le temps d'en informer l'Assemblée nationale, les acteurs sociaux et politiques ainsi que toutes les autres parties qui avaient tous été tenus dans l'ignorance de l'existence même de cet accord. Nous nous sommes aussi donné le temps de l'améliorer autant que faire se pouvait. C'est pour cela que les mesures de « vérité des prix » des produits de première nécessité n'ont été mises en application, qu'après que nous ayons mis en place le filet social, c'est-à-dire au mois de mai 1992, sous la Présidence de Mohammed Boudiaf.

Je passe sur tous les autres chantiers que nous avions ouverts, dans les domaines du logement, de la lutte contre la pauvreté, de l'éducation et de la formation, des médias etc. : voyez le programme il y en a pour des cinquante pages. Je vous ai narré notamment dans quelles conditions nous avons lancé les actions prioritaires qui devaient aller plus loin, c'est-à-dire nous constituer des moyens de financement des réformes et des investissements nécessaires à la relance économique, à partir du redéploiement de nos ressources propres, déjà existantes ou à créer. C'est pour cela que tout naturellement ce qui vient en premier ce sont les hydrocarbures, non seulement en raison de leur importance potentielle, mais aussi parce qu'elles ont l'avantage de contribuer à redémarrer une machine économique grippée et à la rendre capable, moyennant une politique économique adéquate, de générer elle-même des ressources propres nationales.

Etant donné le temps imparti, les situations d'urgence traitées, les oppositions et entraves rencontrées, je pense que nous avons fait les choses du mieux que nous pouvions faire sur le plan économique et financier. Nous avons contribué au moins à les mettre dans la bonne direction. Avec le recul, je ne regrette rien de tout ce qui figure dans le programme du Gouvernement, ni de ce qui a été accompli dans le cadre de sa mise en œuvre.

En deux tranches de cinq mois pour agir, il est impossible de faire davantage et en plus de profondeur, surtout pour lancer les réformes que nous nous étions promis de conduire et qui demandaient beaucoup plus de temps, de stabilité et de moyens financiers que ceux dont nous pouvions disposer à l'époque.

Surtout qu'il n'était pas de la culture de mon gouvernement de rechercher à travers la réforme seulement des effets d'annonces et encore moins le modelage artificiel de desseins politiques personnels.

Nous croyions aux réformes et tenions celles que nous préconisions pour affaire sérieuse, non comme on brandit un slogan et un joujou politicien.

**M. C. M.
(A suivre)**